

Vers un nouveau partenariat entre l'Union Européenne et les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique après 2020

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

Ceci est le formulaire à employer afin de soumettre votre contribution sur le document de consultation conjointe émis par la Commission Européenne et la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Contributeur

* Vous êtes/représentez

- ☒ une autorité publique / organisation internationale
- ☐ une association
- ☐ un groupe de réflexion
- ☐ une organisation de la société civile
- ☐ une société
- ☐ un citoyen

* Votre nom et/ou nom de votre organisation

Fatimetou Abdel Malick/ Commune de Tévragh-Zeina

* Pays de résidence ou du siège de votre organisation

Mauritanie

* E-mail

fam@equipement.gov.mr

Numéro d'identification dans le registre de transparence (le cas échéant)

* Votre contribution

peut être directement publiée avec les informations au sujet de votre personne/organisation. Vous consentez à la publication totale ou partielle de votre

- ☒ contribution incluant votre nom ou celui de votre organisation, et vous déclarez qu'aucune partie de votre contribution n'est illégale ou n'enfreint les droits d'un tiers d'une façon qui empêcherait sa publication.

peut être directement publiée pour autant que vous/votre organisation restiez anonyme. Vous consentez à la publication totale ou partielle de votre contribution - qui peut contenir

- ☐ des citations ou des opinions que vous exprimez - tant que ceci reste anonyme. Vous déclarez qu'aucune partie de votre contribution n'est illégale ou n'enfreint les droits d'un tiers d'une façon qui empêcherait sa publication.

ne peut être publiée mais peut être incluse dans des données statistiques. Votre contribution comprendra que votre contribution ne sera pas publiée directement mais que vos

- ☐ réponses pourront être reprises dans des données statistiques pour montrer, par exemple, des tendances générales. Notez que votre contribution peut être sujette à une requête d'accès public aux documents en accord avec le Règlement (CE) No 1049/2001.

Intérêts mondiaux communs dans un monde multipolaire

1. Dans quelle mesure le partenariat a-t-il été efficace pour relever les défis mondiaux?

Le partenariat a été d'une grande contribution dans le renforcement des capacités, les échanges d'expérience, la mise en place de projets, et la réalisation d'études.

2. Qu'est-ce qui serait nécessaire pour renforcer les résultats à cet égard et quels sont les défis mondiaux pour lesquels le partenariat pourrait apporter la plus grande valeur ajoutée à l'avenir, dans le contexte du nouveau cadre des ODD et dans les enceintes internationales compétentes?

La mobilisation des ressources, en plus du renforcement des capacités, est plus que nécessaire pour la mise en œuvre des ODD que nous considérons tous locaux.

Droits de l'homme, démocratie et État de droit, et bonne gouvernance

3. Les mécanismes prévus dans l'accord de partenariat de Cotonou (APC) (c'est-à-dire le dialogue politique, le soutien financier, des mesures appropriées, la suspension de l'accord) ont-ils produit des améliorations concrètes en matière de droits de l'homme, de démocratie, d'État de droit et de bonne gouvernance, y compris en matière de lutte contre la corruption? Le futur partenariat devrait-il aller plus loin dans ce domaine et, si oui, de quelle façon?

Les mécanismes prévus par les accords de Cotonou ont certes contribué au renforcement des Droits de l'Homme, de la Bonne Gouvernance, notamment en matière de la lutte contre la corruption, mais un grand effort reste encore à accomplir, et une mise à contribution de tous les acteurs, particulièrement les acteurs locaux, s'avère nécessaire.

4. La participation au partenariat des autorités locales et des acteurs non étatiques (à savoir les organisations de la société civile et les médias), des parlements nationaux, des tribunaux et des institutions nationales de défense des droits de l'homme a-t-elle été suffisante et utile pour promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, ainsi que la bonne gouvernance? Ces acteurs pourraient-ils accroître leur contribution et, si oui, de quelle façon?

Nous considérons que l'implication des autorités locales en tant que partenaires reste en deçà des ambitions ! Leur proximité avec les citoyens privilégie l'appropriation des projets de développement par les populations, ce qui justifie l'implication des autorités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets de développement car le développement est d'abord local.

Paix et sécurité, lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée

5. Les dispositions relatives à la paix et à la sécurité dans l'APC sont-elles appropriées et utiles et l'équilibre entre l'engagement au niveau régional et l'engagement au niveau des pays ACP a-t-il été efficace?

On recommande à ce niveau une plus grande implication des autorités locales dans les processus et les institutions de sécurité et de médiation.

6. Le futur partenariat devrait-il veiller à ce que les actions conjointes qui visent à prévenir les conflits, y compris les activités liées à l'alerte précoce et à la médiation, à la consolidation de la paix et à la consolidation de l'État, et celles qui tentent de relever les défis transnationaux liés à la sécurité soient plus efficaces? Cela doit-il se faire dans le contexte des relations UE-ACP?

L'implication des autorités locales dans les processus et les institutions pour la prévention des conflits et la médiation est toujours nécessaire.

Croissance économique durable et inclusive, investissements et commerce

7. Dans quelle mesure le partenariat a-t-il été efficace pour promouvoir un développement durable et inclusif?

La faible implication et appui des autorités locales a freiné leur positionnement dans la croissance économique.

8. En tenant compte du nouveau cadre des ODD, le futur partenariat devrait-il aller plus loin dans ce domaine et, si oui, en quoi?

Une nouvelle formule de financement directe pour les collectivités locales est nécessaire dans le nouveau cadre des ODD, pour une meilleure mise en œuvre de ces derniers car ils sont tous, encore une fois, locaux.

9. Dans quelle mesure le partenariat a-t-il été efficace pour soutenir la stabilité macroéconomique et financière? Dans quels domaines une coopération ACP-UE en matière de stabilité macroéconomique et financière apporterait-elle une valeur ajoutée?

L'Agenda Urbain et la lutte contre la pauvreté constituent des domaines clés pour une avancée significative au niveau des collectivités locales.

10. Dans quelle mesure le partenariat a-t-il été efficace pour améliorer la mobilisation des ressources financières nationales, promouvoir des systèmes fiscaux équitables et efficaces et lutter contre les flux financiers illicites? Une coopération ACP-UE renforcée dans ces domaines apporterait-elle une valeur ajoutée et une plus grande efficience?

L'appui et l'accompagnement des collectivités locales pour la mise en place de meilleures stratégies de finances locales assureront la promotion des systèmes fiscaux équitables et efficaces.

11. Le partenariat a-t-il contribué à mobiliser le secteur privé et à attirer les investissements directs étrangers?

Les collectivités locales n'ont pas été suffisamment associées dans ce processus.

12. Comment le potentiel du secteur privé de l'UE et des pays ACP pourrait-il être mieux exploité? Quelle devrait être la priorité essentielle de la coopération entre les secteurs privés de l'UE et des pays ACP dans un cadre post-Cotonou et quel rôle l'APD pourrait-elle jouer dans ce contexte?

Les Partenariats Public-Privé s'avèrent nécessaires, donc il faut créer un mécanisme d'échanges entre ces différents acteurs. Les collectivités locales peuvent y jouer un grand rôle.

13. Dans ce contexte, quelles possibilités voyez-vous pour la nouvelle économie numérique?

Les meilleures retombées pour les populations par rapport à l'économie numérique passent nécessairement par les collectivités locales.

14. Dans quelle mesure le partenariat a-t-il été en mesure de contribuer à développer davantage l'agriculture et à multiplier les échanges commerciaux?

L'amélioration, l'adaptation et l'harmonisation des textes transfrontaliers développeront davantage les échanges commerciaux.

15. Quelle a été la contribution des préférences commerciales du partenariat à l'intégration des pays ACP dans l'économie mondiale et dans la réalisation de ses objectifs de développement?

N/A

16. Est-il toujours nécessaire de prévoir des dispositions spécifiques sur la coopération commerciale dans le cadre post-Cotonou, en tenant également compte des pays ACP qui n'ont pas signé d'APE? Dans l'affirmative, sur quoi pourraient-elles/devraient-elles porter?

N/A

Développement humain et social

17. Le partenariat a-t-il atteint son objectif de développement humain de manière efficace et efficiente, notamment en ce qui concerne l'éradication de la pauvreté, mais aussi pour ce qui est de l'égalité des sexes et de l'émancipation des femmes? En quoi pourrait-on l'améliorer?

Nous considérons que le Partenariat reste très en dessous des objectifs fixés. La pauvreté reste très présente dans nos villes et elles touchent particulièrement les femmes, et les inégalités demeurent.

18. Compte tenu du nouveau cadre des ODD, quels sont les principaux défis liés au développement humain sur lesquels le futur partenariat devrait se concentrer?

L'Agenda Urbain, l'éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités (H/F), restent des défis majeurs pour lesquels les collectivités locales doivent être nécessairement impliquées et appuyées.

Migration et mobilité

19. Le partenariat a-t-il été un instrument utile pour débattre des questions de migration et a-t-il contribué de manière positive à ces débats? L'article 13 de l'APC a-t-il été intégralement appliqué?

Le drame de la migration, qui s'accroît de jour en jour, démontre que cette problématique n'a pas été suffisamment prise en compte; la mise en place de projets au niveau local avec les collectivités locales, sont à même de fixer ces populations dans leurs pays d'origine, ou terroir.

20. Un futur partenariat devrait-il aller plus loin dans ce domaine, et sur quels aspects particuliers devrait-il se concentrer (la migration et la mobilité légales, le traitement des causes profondes de la migration, le retour et la réadmission, la lutte contre la traite des êtres humains et la contrebande, la protection internationale)?

Nous considérons que toutes ces problématiques sont concentrées dans les territoires, et que seule une implication des collectivités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets, des programmes, et des stratégies, peut être une solution pour les dites problématiques.

Une relation politique plus forte

21. Dans quelle mesure le dialogue politique a-t-il été efficace et à quel niveau est-il le plus efficace: national, régional ou dans le cadre des institutions conjointes UE-ACP? Le champ d'application du dialogue politique devrait-il être élargi ou limité?

Les collectivités locales, compte tenu du travail qu'elles font dans le cadre de la cohésion sociale, de la démocratie locale...doivent être considérées comme des tribunes de dialogue, car elles encouragent toutes les formes de dialogues à tous les niveaux.

22. Une participation accrue des États membres de l'UE, associant leurs politiques et instruments bilatéraux au dialogue politique au niveau national, renforcerait-elle l'efficacité et l'efficacé du dialogue?

N/A

23. Le fait que l'accord soit juridiquement contraignant a-t-il joué un rôle important dans sa mise en oeuvre, en comparaison avec d'autres partenariats régionaux fondés sur des déclarations politiques?

N/A

Cohérence de la couverture géographique

24. Serait-il utile d'ouvrir un futur cadre à des pays autres que les membres actuels du groupe des États ACP? De quels pays s'agirait-il?

N/A

25. Quel type de cadre devrait régir les relations de l'UE et des pays ACP? Quel serait le lien entre un cadre qui succéderait à l'actuel cadre ACP-UE et les partenariats régionaux plus récents de l'UE avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique? Un futur cadre ACP-UE pourrait-il inclure des partenariats distincts avec des partenaires régionaux?

Les collectivités locales et régionales doivent être considérées comme des partenaires dans le nouvel accord ACP-UE.

26. Est-il possible d'intégrer des relations plus structurées avec l'Asie, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord?

N/A

Une coopération davantage ciblée sur des groupes de pays au niveau de développement similaire

27. Le système actuel d'attribution des ressources pour le développement en fonction des besoins et des capacités, ainsi que des performances, est-il suffisant pour canaliser les fonds vers les pays où l'impact le plus important peut être obtenu? La répartition des ressources devrait-elle continuer à accorder la priorité aux pays qui en ont le plus besoin, y compris aux États fragiles?

Le système d'attribution des ressources doit cibler les collectivités locales comme acteurs du développement. La priorité aux pays qui en ont le plus besoin, notamment en Afrique, demeure, de notre point de vue, d'actualité.

28. Quel type de coopération pourrait contribuer à couvrir les besoins spécifiques des pays ACP les plus développées en vue d'atteindre une croissance plus équitable et plus durable?

N/A

Renforcer les relations avec les acteurs clés

29. Le modèle actuel de participation des parties prenantes a-t-il efficacement contribué à la réalisation des objectifs du partenariat? Quels acteurs pourraient jouer un rôle plus important dans la mise en oeuvre du partenariat? Comment cela pourrait-il se faire?

Les collectivités locales peuvent jouer un rôle important dans la mise en oeuvre du Partenariat si elles sont impliquées et appuyées.

30. Quelles actions pourraient être menées pour promouvoir la participation efficace et efficiente des secteurs privés au niveau national et international, de la société civile, des partenaires sociaux et des autorités locales dans le cadre du partenariat?

Il faut d'abord se retrouver autour d'une même table, se partager les responsabilités, et être redevables devant les populations.

31. Le partenariat devrait-il être ouvert aux nouveaux acteurs, comme indiqué ci-dessus?

Oui, c'est plus que nécessaire.

32. À cet égard, la possibilité d'ouvrir le partenariat à des «membres associés» ou des «observateurs» doit-elle être envisagée?

Oui, nécessairement, en considérant les collectivités locales comme membres associés.

33. Comment un nouveau cadre pourrait-il promouvoir la coopération triangulaire et la coopération Sud-Sud, y compris la participation accrue d'États ACP en tant qu'acteurs du développement venant en aide à d'autres pays ACP?

Les riches potentiels existants au niveau des pays du Sud doivent être mis à profit pour l'instauration d'une coopération Sud-Sud.

Rationaliser la structure institutionnelle et le fonctionnement du partenariat

34. La structure institutionnelle commune (qui comprend le Conseil des ministres ACP-UE, le Comité des ambassadeurs ACP-UE et l'Assemblée parlementaire paritaire) s'est-elle avérée efficace pour débattre et promouvoir des positions et des intérêts communs ainsi que pour fournir des orientations et des impulsions politiques au partenariat ACP-UE et en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'APC?

N/A

35. Quelle est la valeur ajoutée des institutions communes ACP-UE par rapport à des cadres communautaires régionaux et à des cadres communautaires économiques régionaux pour le dialogue et la coopération plus récents?

N/A

36. Quelles dispositions institutionnelles contribueraient le plus efficacement à relever les défis communs et à promouvoir les intérêts communs?

N/A

37. Faudrait-il exiger un degré plus élevé d'autofinancement de ce mode de fonctionnement (institutions communes ACP-UE et secrétariat ACP) de la part des États ACP?

N/A

Des instruments et des méthodes de coopération au développement plus adaptés et plus souples

38. Un instrument de financement spécifique à l'appui du partenariat ACP-UE apporte-t-il une valeur ajoutée? Si c'est le cas, pour quelles raisons et en quoi cet instrument différerait-il des autres instruments de financement extérieur financés par le budget général de l'Union? Cet instrument est-il suffisamment souple, notamment pour répondre aux situations de crise? Peut-il être déployé différemment?

Il serait de notre point de vue plus efficace q'il avait ciblé les collectivités locales.

39. Quelle est la valeur ajoutée du système de cogestion du FED, qui associe les autorités nationales à la programmation et à la gestion des programmes d'aide, en comparaison avec d'autres instruments de coopération de l'UE utilisés dans des pays autres que les pays ACP?

N/A

40. La conception actuelle du processus de programmation et de la mise en oeuvre des activités conduit-elle à une véritable appropriation par les bénéficiaires? Quelles possibilités d'amélioration existe-t-il? Comment l'UE et les États membres peuvent-ils optimiser l'impact de la programmation conjointe?

La proximité des autorités locales avec les citoyens privilégie l'appropriation des projets de développement par les populations, ce qui justifie l'implication des autorités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets de développement car le développement est d'abord local.

41. La diversité des instruments existants étaye-t-elle suffisamment les principes et intérêts communs de l'UE et des pays ACP et existe-t-il en la matière des lacunes qui devraient être comblées? Quel jugement portez-vous sur l'efficacité et l'efficience des diverses modalités de mise en oeuvre?

Absence d'implication des collectivités locales.

42. Convient-il d'exiger un taux d'autofinancement plus élevé des activités de la part des États ACP, pour garantir l'appropriation? Cela s'appliquerait-il à tous les pays? Sur quels principes cela devrait-il reposer?

N/A

43. Comment peut-on mobiliser davantage l'expertise de l'UE et de ses États membres, notamment dans les pays à revenu intermédiaire?

Le renforcement des capacités, l'acquisition du savoir-faire, demeurent des domaines qui requièrent davantage d'expertise et d'appui.

Contact

✉ europaaid-01@ec.europa.eu
